

A Defaut Des Agriculteurs Africains : Un Nouveau Rapport Montre Que La Revolution Verte Africaine “Échoue À Ses Propres Conditions”

Il y a quatorze ans, les fondations Bill et Melinda Gates et Rockefeller ont lancé l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) dans le but d'apporter à l'Afrique sa propre révolution verte en matière de productivité agricole. Armée de semences commerciales à haut rendement, d'engrais et de pesticides, l'AGRA a finalement fixé l'objectif de doubler la productivité et les revenus d'ici 2020 pour 30 millions de ménages de petits exploitants agricoles tout en réduisant de moitié l'insécurité alimentaire dans 20 pays.

Selon un nouveau rapport d'une large alliance de la société civile, basé en partie sur mon nouveau document de référence, l'AGRA “échoue selon ses propres termes”. Il n'y a pas eu d'augmentation de la productivité. De nombreuses cultures nutritives et résistantes au climat ont été déplacées par l'expansion des cultures soutenues comme le maïs. Même là où la production de maïs a augmenté, les revenus et la sécurité alimentaire n'ont guère progressé pour les bénéficiaires supposés de l'AGRA, les ménages de petits exploitants agricoles. Le nombre de personnes sous-alimentées dans les 13 pays ciblés par l'AGRA a augmenté de 30 % au cours de la campagne de la Révolution verte, bien financée par l'organisation.

“Les résultats de l'étude sont dévastateurs pour l'AGRA et les prophètes de la révolution verte”, déclare Jan Urhahn, expert agricole de la fondation Rosa Luxemburg, qui a financé la recherche et publié le 10 juillet dernier “Fausses promesses” : L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). ”

Un constat d'échec

Comme je l'explique dans mon document de référence, “Failing Africa's Farmers : An Impact Assessment of the Alliance for a Green Revolution in Africa”, l'AGRA a reçu près d'un milliard de dollars de contributions, dont la grande majorité provient de la Fondation Gates, mais avec des contributions importantes des gouvernements donateurs, notamment des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et d'autres pays. L'AGRA a versé plus de 500 millions de dollars en subventions pour promouvoir sa vision d'une agriculture africaine “modernisée”, libérée de sa technologie limitée et de ses faibles rendements. La campagne a été renforcée par d'importants investissements financiers des gouvernements africains, dont une grande partie sous forme de subventions aux agriculteurs pour l'achat des semences et des engrais dont l'AGRA fait la promotion. On estime que ces programmes de subventions fournissent jusqu'à 1 milliard de dollars par an en soutien direct à l'adoption de ces technologies.

L'AGRA est controversée depuis le début. De nombreux groupes d'agriculteurs sur le continent se sont activement opposés à l'initiative, soulignant les impacts environnementaux et sociaux négatifs de la première révolution verte en Asie et en Amérique latine. Depuis la création de l'AGRA, les scientifiques et les dirigeants mondiaux ont pris de plus en plus conscience des limites des systèmes agricoles à forte intensité d'intrants, notamment pour atténuer le changement climatique et s'y adapter. En 2019, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations unies a documenté les nombreuses façons dont l'agriculture industrialisée contribue au changement climatique, appelant à des changements profonds pour à la fois atténuer les perturbations climatiques et aider les agriculteurs à s'y adapter.

Il est surprenant de constater qu'alors que l'AGRA atteint l'échéance qu'elle s'est elle-même fixée, à savoir 2020, l'organisation n'a publié aucune évaluation globale de l'impact de ses programmes sur le

nombre de ménages de petits exploitants touchés, sur l'amélioration de leurs rendements et de leurs revenus ou sur leur sécurité alimentaire, et ne fait pas non plus référence à ses objectifs ou aux progrès accomplis dans leur réalisation. La Fondation Bill et Melinda Gates, qui a fourni les deux tiers du financement de l'AGRA, n'a pas non plus publié d'évaluation globale. Ce manque de responsabilité représente un sérieux problème de surveillance pour un programme qui a à la fois consommé tant de ressources et a été le moteur des politiques de développement agricole de la région avec son discours sur un développement agricole à forte intensité d'intrants et axé sur la technologie.

Nos recherches visent à combler ce manque de responsabilité. Malheureusement, l'AGRA a décliné notre demande de fournir des données provenant de son propre suivi et évaluation interne des progrès. En l'absence de données sur les bénéficiaires directs de l'AGRA, nous utilisons les données nationales de 13 pays de l'AGRA jusqu'en 2018 sur la production, le rendement et la superficie récoltée pour la plupart des cultures vivrières importantes de la région afin d'évaluer dans quelle mesure les programmes de la révolution verte augmentent sensiblement la productivité. Nous examinons également les données sur la pauvreté et la faim afin de déterminer s'il existe des signes d'amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire des petits exploitants agricoles dans la région à des niveaux correspondant aux objectifs de l'AGRA en matière d'amélioration du bien-être des agriculteurs.

Nous n'avons trouvé aucune preuve que la productivité, les revenus ou la sécurité alimentaire augmentaient de manière significative pour les ménages de petits exploitants. Plus précisément, nous avons trouvé :

- Peu de preuves que l'AGRA atteignait un nombre important d'agriculteurs. Son dernier rapport d'avancement indique seulement que l'AGRA a formé 5,3 millions d'agriculteurs aux pratiques modernes, dont "1,86 million d'agriculteurs". Ce chiffre est vague et bien loin de l'objectif déclaré de doubler la productivité et les revenus de sept millions d'agriculteurs directement et de 21 millions d'autres indirectement.
- Aucune preuve d'une augmentation significative des revenus des petits exploitants ou de la sécurité alimentaire. Pour l'ensemble des pays de l'AGRA, il y a eu une augmentation de 30 % du nombre de personnes souffrant de faim extrême depuis le début de l'AGRA, une situation qui touche 130 millions de personnes dans les pays de l'AGRA. Le Kenya, où se trouve le siège de l'AGRA, a connu une augmentation de la proportion de ses habitants souffrant de sous-alimentation pendant les années de l'AGRA.
- Aucune preuve d'une augmentation importante de la productivité. Pour l'ensemble des cultures de base, les rendements n'ont augmenté que de 18 % sur 12 ans dans les 13 pays de l'AGRA. Même le maïs, fortement encouragé par les programmes de la révolution verte, n'a connu qu'une croissance de 29 %, bien loin de l'objectif de l'AGRA de doubler la productivité, ce qui représenterait une augmentation de 100 %.
- Là où l'adoption de technologies a eu lieu, les subventions aux intrants fournies par les gouvernements africains semblent avoir beaucoup plus d'influence que les programmes de l'AGRA. Il est difficile de trouver des preuves que les programmes de l'AGRA auraient un impact significatif en l'absence de subventions aussi importantes de la part des gouvernements africains.
- Même là où la production a augmenté, comme en Zambie, un quasi-triplage de la production de maïs n'a pas entraîné de réduction de la pauvreté ou de la faim en milieu rural. Les petits agriculteurs n'en ont pas profité ; la pauvreté et la faim sont restées incroyablement élevées, 78 % des Zambiens vivant en milieu rural étant dans une pauvreté extrême.
- Les incitations de la révolution verte pour les cultures prioritaires telles que le maïs ont conduit à l'abandon des cultures traditionnelles plus nutritives et plus résistantes au climat comme le millet et le sorgho, ce qui a érodé la sécurité alimentaire et la nutrition des agriculteurs pauvres. La

production de millet a diminué de 24 %, les rendements ayant chuté de 21 % pendant les années de l'AGRA.

- Aucun signe d' "intensification durable", l'objectif étant d'augmenter durablement la production sur les terres agricoles existantes. Les impacts environnementaux sont négatifs, notamment l'acidification des sols dans le cadre de la culture en monoculture avec des engrais à base de combustibles fossiles. L'augmentation de la production provient davantage des agriculteurs qui mettent de nouvelles terres en culture – "extensification" – que de l'augmentation de la productivité. Ces deux tendances ont des implications pour l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci.

Rwanda : "L'enfant affamé de l'affiche de l'Afrique"

Le Rwanda, largement considéré comme une réussite de l'AGRA grâce à l'augmentation de la production et des rendements du maïs, illustre les échecs de l'AGRA. L'amélioration globale de la productivité des cultures de base a été faible, tandis que le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté de 15 % pendant les années de l'AGRA. L'ancienne ministre de l'agriculture du Rwanda, Agnes Kalibata, dirige aujourd'hui l'AGRA et a récemment été nommée à la tête d'un sommet mondial de l'alimentation des Nations unies prévu en 2021.

"L'approche douteuse de l'AGRA ne peut pas donner l'impulsion nécessaire au Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires", déclare Stig Tanzmann, expert agricole de Pain pour le Monde et l'un des auteurs du rapport.

Ce sommet devrait plutôt examiner activement l'agroécologie et d'autres approches à faible coût et à faible niveau d'intrants, qui ont montré de bien meilleures perspectives à court et à long terme que les pratiques de la révolution verte à haut niveau d'intrants. Une étude de l'Université d'Essex a examiné près de 300 grands projets d'agriculture écologique dans plus de 50 pays pauvres et a documenté une augmentation moyenne de 79 % de la productivité avec des coûts en baisse et des revenus en hausse. De tels résultats dépassent de loin ceux de l'AGRA.

"Au vu des résultats de l'étude, le gouvernement allemand doit changer de cap de manière cohérente et utiliser l'agroécologie et le droit à l'alimentation comme boussole pour sa politique", selon Lena Bassermann, experte agricole de l'organisation de développement INKOTA, co-auteur du rapport et l'une des organisations demandant au gouvernement allemand de se retirer de l'AGRA.

"L'AGRA est un cercle vicieux qui pousse les petits producteurs alimentaires à s'enfoncer de plus en plus dans la pauvreté, en détruisant leurs ressources naturelles", déclare Mutinta Nketani, spécialiste agricole de PELUM Zambie et auteur de l'étude de cas du rapport sur la Zambie.

Comme l'indique clairement le rapport, alors que l'AGRA atteint son échéance de 2020, il est temps pour les gouvernements africains et la communauté des donateurs de changer de cap. C'est ce que recommande le rapport :

- Les gouvernements donateurs retirent leur financement de l'AGRA et le réorientent vers des programmes qui aident les petits exploitants agricoles, en particulier les femmes, à développer des pratiques agricoles écologiquement durables et résistantes au climat, comme l'agroécologie, qui est de plus en plus reconnue et soutenue par la FAO et la communauté internationale des donateurs.

- Les gouvernements africains se retirent de l'AGRA et d'autres programmes de la révolution verte, y compris les programmes de subvention des intrants, et font la transition de leurs programmes de développement agricole vers un ensemble plus solide de politiques qui répondent aux besoins exprimés par les petits agriculteurs.

Comme l'a indiqué l'ancien directeur général de la FAO, Jose Graziano da Silva, "Nous devons promouvoir un changement transformateur dans la façon dont nous produisons et consommons les aliments. Nous devons proposer des systèmes alimentaires durables qui offrent une alimentation saine et nutritive, tout en préservant l'environnement. L'agroécologie peut apporter plusieurs contributions à ce processus".

L'étude "Fausses promesses : L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)" peut être téléchargée ici : <https://www.rosalux.de/en/publication/id/42635>. Elle est publiée par : Biba (Kenya), Pain pour le Monde (Allemagne), FIAN Allemagne, Forum sur l'environnement et le développement (Allemagne), INKOTA (Allemagne), IRPAD (Mali), PELUM Zambie, Rosa Luxemburg Stiftung (Allemagne et Afrique du Sud), Tabio (Tanzanie) et TOAM (Tanzanie).

Le document de travail de Timothy A. Wise, publié par le Global Development and Environment Institute de l'université de Tufts, est disponible à l'adresse suivante : https://sites.tufts.edu/gdae/files/2020/07/20-01_Wise_FailureToYield.pdf